

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Algérie: le "Hirak" ne s'essouffle pas

Jonas OSSOMBEY (Sources : AFP)
Libreville/Gabon

LA vague de manifestations populaires ne s'est toujours pas estompée. Les rues d'Alger ont encore été prises d'assaut par des manifestants à l'origine du mouvement ayant occasionné le départ du pouvoir de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika. Hier vendredi, des milliers de manifestants ont défilé à Alger,

Brèves

Espagne : Gauido met le gouvernement en difficulté

Le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez s'est mis en difficulté en décidant de ne pas rencontrer samedi l'opposant vénézuélien Juan Guaido qu'il avait été l'un des premiers dirigeants européens à reconnaître comme président par intérim du Venezuela. La controverse s'est amplifiée jeudi lorsque le site espagnol Vozpopuli a révélé qu'un ministre proche de Sanchez, José Luis Ábalos, a rencontré lundi en secret le numéro deux du gouvernement vénézuélien de Nicolas Maduro, Delcy Rodríguez, pourtant interdite d'entrée dans l'Union européenne.

Libye : Erdogan et Merkel appellent à consolider la trêve

Le président turc Recep Tayyip Erdogan et la chancelière allemande Angela Merkel ont appelé vendredi à consolider la fragile trêve en Libye, Ankara mettant en garde contre une propagation du "chaos" si le calme ne s'impose pas. "Des efforts doivent être déployés pour transformer la fragile trêve en cessez-le-feu durable en Libye", a déclaré Mme Merkel lors d'une conférence de presse après un entretien à Istanbul.

France: à son procès, les "regrets" de l'ex-recruteur jihadiste Mourad Farès

"Je suis catastrophé": Mourad Farès a assuré vendredi à son procès à Paris de ses "regrets" d'avoir pu "indirectement" inciter au départ ou "faciliter" l'arrivée de candidats au jihad en Syrie, tout en niant avoir joué un rôle de recruteur de premier plan. La voix calme, l'accusé de 35 ans - qui a fui la Syrie à l'été 2014 - affiche face à la cour d'assises spéciale, qui le juge aussi pour financement du terrorisme et direction d'un groupe terroriste, une posture de repentir.

J.O.

pour la 49e semaine consécutive, une mobilisation qui persiste. "On ne s'arrêtera pas, soit vous partez, soit on continue", scandait la foule, encadrée par un important dispositif policier, dans les rues du centre-ville. Elle a aussi repris le slogan le plus populaire du "Hirak", le puissant mouvement de protestation populaire qui ébranle le pouvoir algérien depuis le 22 février 2019: "Etat civil, pas militaire".

A l'approche du 1er anniversaire du "Hirak", la mobilisation reste importante mais marque le pas par rapport aux manifestations monstres de l'hiver et du printemps 2019 ou encore comparée aux cortèges durant la campagne de l'élection présidentielle du 12 décembre, massivement boycottée par l'opposition.

L'ex-président Abdelaziz Bouteflika avait été contraint de démissionner sous la pression populaire en avril dernier après avoir voulu briguer un nouveau mandat. "Il y a un an, personne ne pensait que les Algériens pouvaient manifester dans la capitale et grâce au Hirak on a arraché ce droit et on continuera jusqu'à la fin du régime", a promis le jeune fonctionnaire. Les opposants continuent d'exiger le démantèlement du "système" et le départ de ses représentants au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1962. Mais beaucoup s'interrogent sur la direction que doit prendre aujourd'hui ce mouvement inédit, pluriel et pacifique depuis l'élection d'un nouveau président, Abdelmadjid Tebboune, et l'intronisation de son gouvernement.

En réponse à la contestation, M. Tebboune, 74 ans, un ancien fidèle de M. Bouteflika, a promis une révision de la Constitution et un comité d'experts a été instauré à cet effet. Le président algérien, qui s'efforce de ne pas se mettre à dos le "Hirak", a entamé ces derniers jours des consultations avec des personnalités politiques afin de parvenir à



Photo: AFP/L'Union

Les manifestations populaires se poursuivent en Algérie

la promulgation d'une "Constitution consensuelle", dont le projet serait soumis au référen-

dum populaire. Selon M. Tebboune, "l'avis de tous sera pris en compte en ce qui concerne

la méthodologie à suivre, mais également les problèmes dont souffre le pays".

Le défi de faire cesser les manifestations

J.O.
Libreville/Gabon

Abdelmadjid Tebboune, élu président de la République, au dernier trimestre de l'année dernière, au cours d'un scrutin boudé par la majeure partie de la population algérienne, savait parfaitement à quoi s'attendre. Notamment à relever le défi de résoudre la crise politique à l'origine de la démission de son prédécesseur, Abdelaziz Bouteflika, et surtout de régler la question du Hirak qui fait que les rues des grandes villes ne désertent pas. L'une des solutions pourrait passer par l'ouverture du dialogue avec ceux qui tiennent le mouvement. D'ailleurs, si tôt sa prise de fonctions, M. Tebboune a tendu la main pour des négociations. Même si en face, malgré l'essoufflement apparent du mouvement, ils ne veulent pas lâcher prise. "On attend que



Photo: DR

Le président Tebboune face à la rue

tous les détenus soient libérés, que les médias travaillent en toute liberté et que la police nous laisse manifester", a déclaré Rima, une enseignante de 28 ans, lors de la manifestation d'hier..

Un total de 124 opposants restent emprisonnés tandis que 94 ont été libérés ces dernières semaines, a précisé le coordinateur du Comité national pour la libération des détenus (CNLD), Kaci Tansaout. Une souplesse

qui laisse penser à certains observateurs que le gouvernement lance des signaux d'apaisement dont l'issue pourrait être des discussions franches avec les leaders des manifestations.

Face à ces mouvements qui font que le pays tourne au ralenti depuis bientôt un an, le président Tebboune n'a d'autres choix que de militer pour une cessation des manifestations qui pourrait rétablir la sérénité dans le pays.